



Trois-cent cinquante-neuf millions de personnes vivent aujourd'hui dans les grandes villes d'Europe. Et cette tendance ne fera qu'augmenter. A l'horizon 2020, 80% de la population européenne devrait être concentrée dans les grandes villes européennes. La question qui se pose dès lors à l'Europe est de savoir comment augmenter la qualité et l'efficacité des services au vu de cette concentration de la population. D'autant plus que de nouveaux challenges sont posés : lutte contre la pauvreté, chômage, pollution ou encore dégradation de l'environnement.

Pour Daniela Rondinelli, rapporteure de l'avis du Comité Economique et Social Européen sur la question, les villes intelligentes doivent nous conduire à réfléchir au modèle d'urbanisation que nous souhaitons adopter. Si beaucoup de projets sont menés au niveau territorial, ce sont les villes qui, d'une façon autonome, décideront d'investir dans ce domaine. A ce jour, l'heure est encore majoritairement aux retours d'expériences et aux partenariats bilatéraux (villes-universités ou universités-villes). Mais, ceux-ci devraient permettre, dans un futur proche, de préciser quels types de biens et de services devraient voir le jour.

En termes de modèle à adopter, la question se pose de savoir si celui relatif à la ville intelligente est suffisant. Celui-ci suffira-t-il à faire de la smart city une priorité quant aux investissements ? La déclaration sur le numérique de Venise a fait la part belle à la question de la transition vers l'économie digitale. La révolution annoncée par le numérique passera aussi par les villes, celles-ci devenant ainsi de véritables laboratoires d'expérimentation.

L'avis du Comité Economique et Social Européen envisage une approche reposant sur trois aspects distincts : un aspect politique, un relatif au financement et enfin, un relatif à la participation de la société civile. Le modèle de développement présenté fait référence à un modèle intégré de nature holistique. Il faut ainsi transcender le morcellement des initiatives entreprises pour faciliter une transition vers une vision plus globale des investissements, tout en intégrant des indicateurs économiques quantitatifs et qualitatifs. Il devient dès lors nécessaire d'envisager la création de plateformes de technologie et de connexion.

Six directions travaillent, au niveau européen, sur les questions relatives à la ville intelligente (Energie, Transport, Urbaine et politique régionale, Connect, Compétitivité emploi, Recherche et innovation). La création d'une agence européenne pour les Smart Cities a été refusée, ce qui laisse craindre des distensions concernant le financement des différentes directions. Selon Vincenzo de Gregorio, Maître de Conférences à Sciences Po, l'interopérabilité sera nécessaire pour aborder au mieux ces problématiques. Le manque de vision stratégique réelle sur le long terme conduira à un éparpillement des ressources et à un manque de coordination des infrastructures. Le projet horizon 2020, visant la chaîne entière de l'innovation, devrait permettre de remédier à ces problèmes.

Malgré ces considérations, le modèle holistique proposé est justifié par sa capacité de reproduction. La synergie de tous les projets en question facilite la possibilité de reproduction du schéma avancé dans différentes villes. Favoriser les partenariats publics-privés permettrait de s'inscrire dans cette continuité. D'autant plus que les investissements qui seront engagés ne permettront qu'un retour

sur le long terme. L'intervention du fond européen d'investissement stratégique sur le sujet permet de faire un pas dans le sens de cette continuité. La participation de la société civile permettrait, elle, d'envisager les meilleurs scénarii à mettre en place. C'est en effet cette participation qui permettra de traduire au mieux les besoins en actions concrètes.

Comme le remarque Philippe Sajhau, vice-président Smarter Cities IBM France, le vrai sujet des smart cities est, selon lui, le passage à l'échelle. L'Europe joue un rôle indispensable dans cette transition, car c'est elle qui permettra cette transition, en aidant les entreprises à se déployer.

François Richard, directeur des partenariats et de la réglementation, équipe Smart Cities, quant à lui, souligne également l'idée qu'une politique de coordination entre les différents acteurs est nécessaire pour développer une certaine synergie. Les financements épars et le manque de motivation des collectivités sont à déplorer. La mise en place d'un centre unique en France devrait permettre de faciliter le processus relatif au déploiement des villes intelligentes. Enfin, les questions relatives à la normalisation devraient permettre un transfert des solutions d'une ville à une autre, chaque ville s'appropriant, à sa façon, une telle solution. Une telle analyse permet d'insister sur l'adaptabilité des technologies, celles-ci étant mises au service des citoyens afin que ces derniers puisse se les approprier.